



C E T R I

ANALYSE 2015
9 décembre

Centre tricontinental

NICARAGUA : FEMINISMES ET MODERNITE SEXISTE

María Teresa Blandón Gadea

Le mouvement féministe nicaraguayen vise à éradiquer la culture dominante machiste, et à transformer l'État et les politiques publiques. Aujourd'hui, confronté au tournant conservateur, le défi prioritaire est de défendre les droits sexuels et reproductifs, et de lutter contre le renforcement d'un modèle de développement basé sur la double exploitation des femmes et des ressources naturelles.

Il existe une profonde disparité entre les représentations culturelles dominantes nicaraguayennes et le cadre juridique en vigueur. Il semble que ce dernier soit avant tout le produit de l'acceptation pragmatique d'accords internationaux, qui obligent à reconnaître l'égalité, au moins sur le plan formel. Cependant, les causes de cette inégalité et de cette discrimination affectant les femmes restent inchangées.

D'un point de vue historique, le rôle réservé aux femmes a été celui de reproductrice d'un ordre social, qui établit de façon durable et légitime la supériorité masculine et la jouissance de toutes sortes de privilèges, allant du domaine privé à la sphère publique, dans un continuum non exempt de tensions et de ruptures. Elles représentent l'« axe » articulatoire du couple hétérosexuel, appelé à se reproduire. En outre, elles sont considérées comme les principales – et parfois les seules – responsables de la prise en charge des soins vitaux et quotidiens de la famille. L'euphémisme « femmes au foyer » synthétise bien l'ordre culturel qui enferme les femmes dans une configuration familiale, et les dépossède de la liberté et de l'autonomie sur leurs propres personnes.

Dans les représentations culturelles prédominantes, donner du plaisir et prendre soin constituent les deux faces de la même pièce. Les femmes se voient intimées l'ordre de jouer le rôle d'épouse fidèle et de mère dévouée, sur base d'une image de héros, capable de supporter toutes sortes de sacrifices en faveur du bien-être des autres. Ce modèle de femme « bien » procède d'une pensée magico-religieuse qui l'enjoint à se résigner face à toutes sortes d'abus masculins, mais aussi à se déclarer accomplie et même heureuse, en se conformant aux attentes modelées par la culture sexiste.

Dans cet ordre social, par différentes stratégies, la pression est mise sur les femmes afin qu'elles demeurent loyales envers les figures d'autorité masculine, en particulier celles qui opèrent dans la sphère familiale, mais également envers les hommes parlant au nom de dieu et de l'État. Au-delà de la diversité des intérêts et des lieux que les femmes occupent réellement, celles-ci continuent d'être représentées en fonction des besoins masculins, que ce soit au niveau de la sexualité ou des soins. Même les femmes occupant provisoirement ou par intermittence des positions de pouvoir dans la sphère publique, sont traitées en dernier ressort comme amantes ou épouses/mères.

À l'encontre de la culture dominante, les textes juridiques affirment la pleine égalité entre hommes et femmes, ainsi que la non-discrimination en raison du sexe comme principes constitutionnels. De manière plus spécifique, il existe quelques lois visant à combattre les discriminations que subissent les femmes, mais ces lois n'ont que peu ou pas de liens avec l'ensemble des politiques publiques.

Préoccupations et organisation des mouvements de femmes

Même si les femmes ne représentent pas un tout homogène, il est possible d'affirmer qu'elles partagent, de manière vitale et quotidienne, les tensions dérivant des ordres culturels rigides et conservateurs. Celles-ci prennent la place de leurs aspirations personnelles de réalisation et de bien-être. La pauvreté et la précarité de la vie, toutes les manifestations de la violence sexiste, les lourdes charges de travail, le manque d'opportunités, les obligations de la maternité et le dilemme de la reproduction font ainsi partie des préoccupations partagées par les femmes nicaraguayennes. En particulier, le fait de ne pouvoir compter sur un État capable de garantir des droits formellement reconnus constitue, pour les femmes vivant dans des conditions de pauvreté, une préoccupation commune.

De manière générale, les femmes partagent la nécessité de promouvoir des changements culturels, permettant d'avancer dans l'éradication du sexisme et du machisme, en ce compris la transformation de l'État et des politiques publiques, de telle sorte qu'elles permettent d'accroître leurs opportunités. Les mouvements de femmes au Nicaragua sont nés dans le contexte révolutionnaire sandiniste des années 1980, donnant lieu à de nouveaux contenus et à de nouvelles formes de participation dans la sphère publique. L'articulation des intérêts de classe avec ceux de genre constitue le fondement principal de cette participation, même si les contours de cette articulation sont appréhendés de manière différente. Vingt-cinq ans plus tard, les préoccupations des organisations et des réseaux de femmes demeurent identiques, à savoir les profondes inégalités entre hommes et femmes, la pauvreté, la violence sexiste et le fossé existant entre les droits formels et les droits réels.

Composés de femmes adultes et jeunes qui s'organisent à travers des collectifs, coopératives, réseaux locaux et nationaux, syndicats, associations, etc., ces mouvements se chargent d'apporter des réponses globales aux problèmes des femmes. Elles font également partie d'organisations mixtes, qui essaient de conjuguer les revendications particulières avec celles dérivant des rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Les diverses organisations, réseaux et espaces de concertation de femmes défendent principalement les droits du travail, l'accès à la terre et aux ressources pour produire, l'éducation, le logement, les services de santé sexuelle et reproductive, ainsi que l'intervention de l'État face à la violence sexiste.

En général, il existe un noyau fort d'activistes au sein des organisations locales, qui maintiennent des liens directs avec les femmes des villages et des communautés. Ces activistes encouragent les femmes à participer à des actions de réflexion et de défense de leurs droits. Elles mettent en place des activités de sensibilisation, offrent des services de santé sexuelle et reproductive, et soutiennent les femmes qui font face à des situations de violence, en leur offrant des conseils juridiques, un soutien psychologique et un refuge pour les victimes de violences.

Même si cette dimension a largement échoué, elles ont également déployé des efforts considérables pour faire en sorte que les institutions de l'État reconnaissent et intègrent les demandes des femmes dans les politiques publiques. En réalité, si ces mouvements ont réussi à se faire une place dans les discours et agendas de quelques organisations et réseaux, elles ne sont cependant pas parvenues à construire des alliances solides avec d'autres mouvements sociaux.

Caractéristiques du féminisme nicaraguayen

Le féminisme nicaraguayen a surgi à la fin des années 1980 et au début des années 1990, sur base d'une compréhension mieux articulée des causes de la discrimination, et à partir de la mise en avant de son autonomie par rapport aux autres mouvements sociaux et à l'État-parti du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Dès le départ, il a été influencé par le féminisme occidental, et plus particulièrement par sa mise en avant du genre au centre de l'analyse et des discours, en tant que catégorie permettant de comprendre la condition et la position des femmes dans la structure sociale. Cependant, il développe des langages, des formes d'organisation, des stratégies et des méthodologies propres, qui contribuent à générer de nouveaux sens à la participation des femmes dans la sphère publique.

De concert avec d'autres féminismes latino-américains, le mouvement des femmes au Nicaragua est profondément conscient de l'importance d'articuler les demandes relatives aux conditions de discrimination et de pauvreté, dans lesquelles vivent des millions de femmes de la région, afin

d'éradiquer la domination masculine et de renforcer le pouvoir des femmes dans tous les aspects de leur vie. Il s'agit donc d'un féminisme engagé dans la lutte contre le sexisme et le néolibéralisme qui se conjuguent pour exploiter et soumettre le corps de la femme.

Tout au long de son histoire, ce mouvement s'est plus investi dans le travail direct avec les femmes et dans le plaidoyer envers l'État et les politiques publiques que dans l'élaboration théorique. En conséquence, l'expérience et les leçons qui en ont été tirées ont été interprétées en fonction des concepts académiques issus du Nord, ce qui constitue, à l'heure actuelle, un déficit dans le processus de récupération de la mémoire collective.

La lutte contre la dictature et les systèmes de gouvernement corrompus et autoritaires représentent une des caractéristiques particulières et constantes du mouvement. Ces dernières années, avec le retour au pouvoir de vieux caciques issus de la gauche traditionnelle, les féministes nicaraguayennes ont multiplié leurs efforts pour défendre, y compris au niveau juridique, l'autonomie et les droits qui ont été violés.

L'actuel gouvernement du FSLN, lors de son premier mandat, a voté une loi pénalisant l'avortement. Dès lors, la défense de celui-ci, ainsi que les considérables retours en arrière dans la prise en charge légale et institutionnelle de la violence de genre font partie des priorités assumées par l'ensemble des organisations et espaces d'articulation féministe, tant au niveau local que national. La défense des droits sexuels et reproductifs, qui permet aux hommes et aux femmes de prendre des décisions libres et responsables sur leur corps et leurs relations, constitue une priorité pour les féministes dans le contexte nicaraguayen actuel. Il en va de même pour la lutte contre l'avancée rapide des fondamentalismes religieux, jouissant d'un certain pouvoir au sein de l'État, et d'une présence constante dans l'espace publique.

Autre préoccupation de nombreuses féministes nicaraguayennes : le renforcement d'un modèle socio-économique et politique qui privilégie la croissance économique, au prix de l'exploitation du travail des femmes et des ressources naturelles. En ce sens, elles dénoncent la violation des droits du travail des ouvrières des *maquilas*, ainsi que la construction du canal interocéanique qui représente une grave menace pour le développement durable du Nicaragua.

María Teresa Blandón Gadea est professeure à l'Université centroaméricaine - UCA de Managua et directrice du mouvement féministe *La Corriente* au Nicaragua.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

